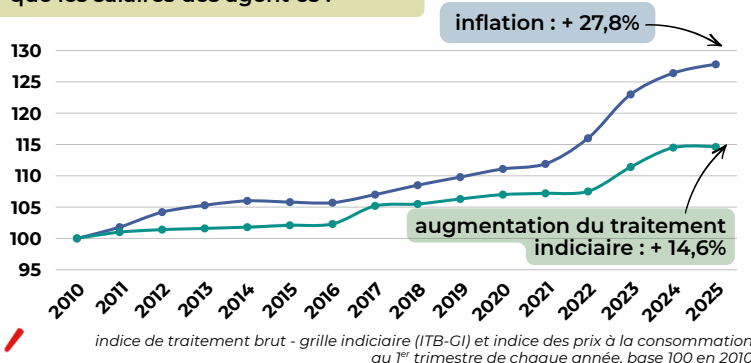


LE 29 SEPTEMBRE TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·ES POUR NOS SALAIRES ET POUR LES SERVICES PUBLICS !



Depuis 2010, les prix
ont augmenté presque deux fois plus vite
que les salaires des agent-es !



Pendant que les prix flambent, nos salaires restent bloqués. Une nouvelle fois, ce sont les agentes et les agents qui paient la facture.

Année après année, les gouvernements se sont acharnés à geler la valeur du point d'indice sauf quand les bonds spectaculaires de l'inflation les obligeaient à amortir ses effets. Le compte n'y est pas, cette situation n'est pas acceptable et elle crée une crise de recrutement qui met en jeu l'avenir des services publics.

BUDGET 2027

Malgré le retour de l'inflation, le Premier ministre a annoncé une nouvelle année de gel du point d'indice !

POUR LES SALAIRES ET LES PENSIONS, NOUS DEMANDONS :

-  des mesures de revalorisation salariale d'urgence mises au budget 2027
-  la réindexation des salaires
-  un plan pluriannuel de revalorisation
-  des mesures fortes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
-  une revalorisation des pensions et le maintien de leur indexation

LE 29 SEPTEMBRE

Pour nos salaires et nos pensions

Pour des moyens pour les services publics

Pour nos conditions de travail

Pour l'égalité professionnelle femmes/hommes

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS !

MOBILISONS-NOUS :

- pour nos salaires, pour exiger un rendez-vous salarial qui ouvre des négociations
- pour renforcer les services publics dont nous avons besoin pour affronter les crises sociale et écologique
- pour peser sur les débats budgétaires qui s'ouvriront dès le 30 septembre
- pour porter nos propositions dans le débat public alors que la campagne présidentielle commence

Les semaines et mois qui viennent seront déterminants : c'est en nous mobilisant dès maintenant que nous imposerons la justice sociale et climatique !

salaires et services publics : d'autres choix budgétaires s'imposent !

Démystifions le discours anxiogène sur la dette : il n'y a pas de risque de faillite.

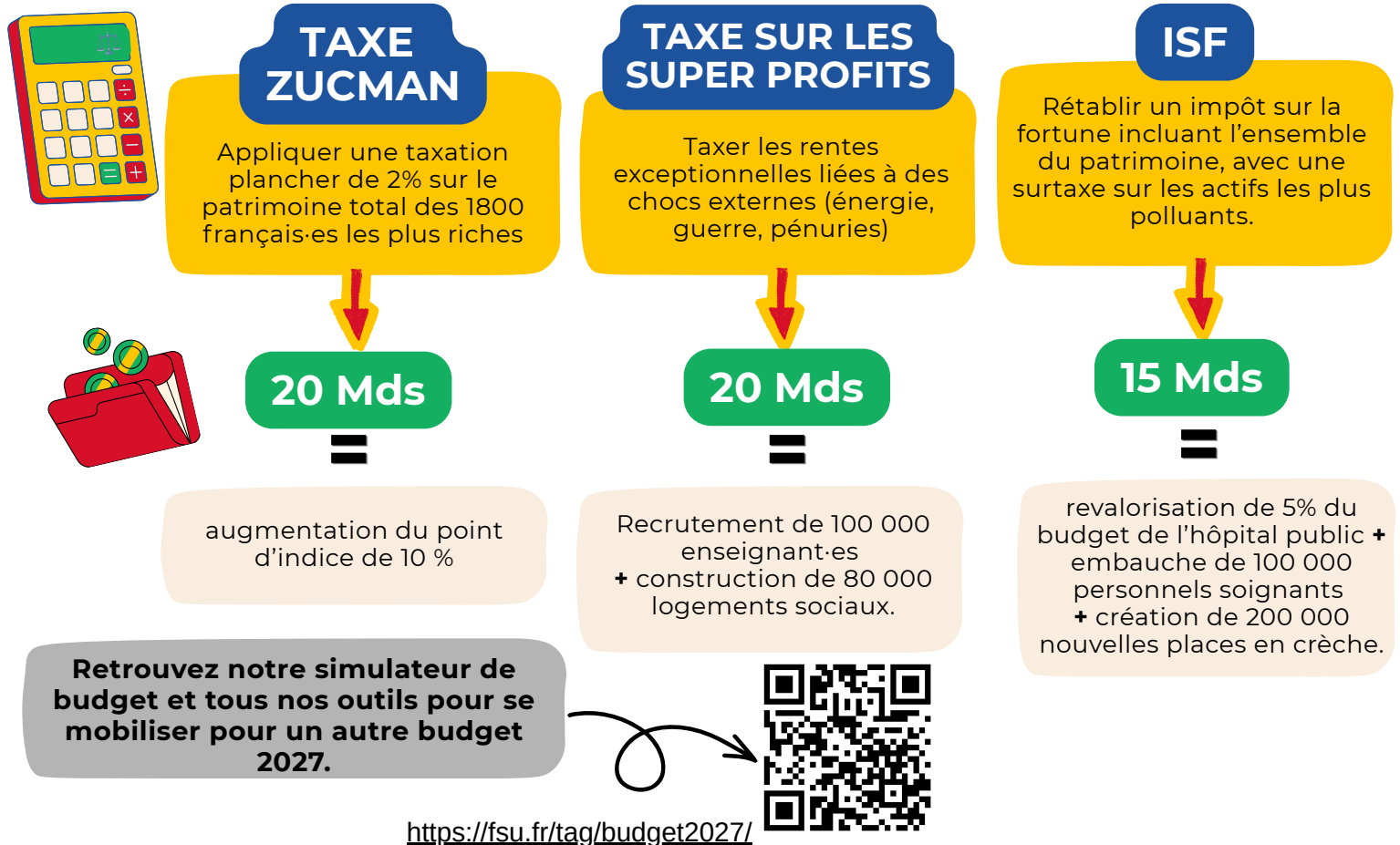
En revanche, avec la hausse des taux d'intérêt, le montant des intérêts représente une charge de plus en plus lourde pour les budgets publics. Nous payons ainsi doublement la facture des cadeaux fiscaux faits aux ultra-riches et aux grandes entreprises multinationales : par le manque à gagner en recettes fiscales et par les intérêts versés à celles et ceux qui détiennent les titres de dette.

La contrainte budgétaire grève les possibilités d'investissements dans des priorités décisives, comme la bifurcation écologique, l'égalité femmes/hommes, l'éducation et la formation, les services publics. Ces investissements sont pourtant nécessaires à la bonne santé économique du pays et à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Couper dans les services publics et la protection sociale pour poursuivre la politique de l'offre et rembourser la dette est une impasse. Nous avons besoin de services publics de qualité, nous avons besoin d'une revalorisation salariale pour les agent-es des services publics, nous avons besoin de solidarité.

Il faut en finir avec les milliards d'aides aux entreprises sans aucune contrepartie sociale et environnementale. Il faut faire contribuer les plus riches dans l'intérêt général ! Le budget 2027 doit être l'occasion de mettre en œuvre la justice sociale et fiscale !

Pour financer les services publics, nous avons quelques bonnes recettes à proposer !



LE 29 SEPTEMBRE

POUR IMPOSER UN AUTRE BUDGET,

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS !